

affiche

dossier

interview

reportage

XXI^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION G

«Le moment

Quelque 250 délégués des agents de la fonction publique d'État se sont réunis à Nîmes, du 25 au 28 mars, pour le 21^e congrès de la Fédération générale des Fonctionnaires. Constatant que la politique d'austérité, avec toutes les réformes qu'elle entraîne, ne connaît pas de trêve, au point que la fonction publique d'État* pourrait bien ne pas y survivre, ils ont décidé que l'heure était à l'action.

Après la RGPP (Révision générale des politiques publiques) lancée en 2007, qui s'est soldée par des centaines de milliers de suppressions d'emplois de fonctionnaires, et la Réforme de l'administration territoriale de l'État (RéATE) entamée en 2008, voici venu le temps de la MAP (Modernisation de l'action publique) et de l'acte III de la décentralisation.

«Rien n'a changé. Nous sommes toujours dans le cadre d'une réforme de l'État avec pour seul objectif des restrictions budgétaires», a d'entrée de jeu dénoncé Christian Grolhier, Secrétaire général de la FGF, en présentant le rapport d'activité que les délégués au 21^e congrès de la fédération ont adopté à l'unanimité. Pourtant, il ne reste déjà plus que 81 fonctionnaires pour 1 000 citoyens en Île-de-France et 67 pour 1 000 en province. Mais c'est visiblement encore trop aux yeux du gouvernement. «Les redéploiements forcés vers certaines missions ministérielles conduisent à des réductions d'effectifs drastiques. Une fois de plus, au prétexte des critères imposés par la Commission européenne en termes de déficits publics, la fonction publique et ses agents restent une variable d'ajustement budgétaire. On ne recrute pas, "on déshabille Pierre pour habiller Paul", condamne la résolution générale, également adoptée à l'unanimité.

MAP, ACTE III DE LA DÉCENTRALISATION: LA RÉPUBLIQUE EST EN JEU

Quant au projet de loi acte III de la décentralisation, il a été dénoncé par les délégués comme un pas supplémentaire dans la déconstruction de la fonction publique d'État. Un pas décisif. L'article 43 du projet de loi prévoit la création «d'espaces mutualisés de services au public regroupant services publics et privés», a indiqué Christian Grolhier. Pire, «quand on met bout à bout la RéATE, l'acte III de la décentralisation et la création de grandes métropoles comme à Lyon, ce qui disparaît ce ne sont plus seulement les services publics départementaux, mais bel et bien le département lui-même!», a-t-il résumé. Yves Raichl, du Rhône, a confirmé: «En mettant à bas le département en créant le "grand Lyon", un ensemble de un million



Le nouveau bureau de la FGF FO. De gauche à droite: Claude Simoneau, Secrétaire général adjoint, Christian Grolhier, Secrétaire général, Patrick Fauvel, trésorier, Florence Buisson, secrétaire fédérale, Olivier Bouis, secrétaire fédéral, Philippe Soubirous, trésorier adjoint.

et demi d'habitants, les potentats locaux ont constitué leur fief comme sous l'Ancien Régime et maintenant ils se déchirent entre eux pour savoir qui va prendre quoi exactement, en termes de compétences.» Le projet de loi prévoit que chaque Région puisse conclure son propre «pacte de gouvernance» avec l'ensemble de ses collectivités, et décider ainsi de transferts de compétences supplémentaires à ceux prévus par le projet de loi lui-même. La politique publique sera donc différente d'une région à l'autre, prise en charge, suivant les cas, par le conseil régional, ou par les communes, ou par les communautés de communes, ou encore les métropoles. En clair, les droits des citoyens et les conditions d'accès aux services publics varie-

ront d'un endroit à l'autre du pays: la République une et indivisible vole en éclats. Dans ce contexte, la défense du statut des fonctionnaires, ossature de la fonction publique d'État et de son architecture actuelle, avec ses catégories, ses corps et ses grades, prend de plus en plus d'importance et les délégués se sont montrés déterminés à ne tolérer aucune brèche (*lire l'encadré «Un million de fonctionnaires déjà au SMIC»*). «Je suis un fonctionnaire des finances publiques, je ne peux pas me prétendre météorologue, ingénieur, enseignant, vétérinaire ou laborantin simplement parce que pour réduire la dépense publique, les gouvernements veulent faire croire que chaque fonctionnaire est interchangeable et veulent fusionner les

ministères, les corps... Nous devons défendre notre statut, car sinon, comme d'autres l'ont déjà dit avant moi, nous n'aurons plus de raisons de nous revoir car il n'y aura plus de raisons que la FGF existe. Alors oui, il est maintenant temps de parler de comment on s'organise pour se battre», a ainsi déclaré Jean-Yves Brun (Direction générale des Finances publiques).

«NOUS NE POUVONS PAS LAISSER FAIRE»

«Je suis inspecteur à la répression des fraudes. Jamais je n'aurais pu imaginer une telle dégradation aux dépens des consommateurs. La DGCCRF** est en train de disparaître et c'est la santé des citoyens qui est mise en danger. Nous ne pouvons pas laisser faire. Le 21 mars, nous étions en grève à 75%», a témoigné Dominique Gendron, de l'Yonne. «Comment faire à huit services ce que nous faisons à vingt-trois? Allons-nous accepter de nouvelles fusions, de nouvelles diminutions de nos enveloppes budgétaires, de nouvelles mutualisations de services? Nous avons combattu la RGPP, combattons la MAP!», a lancé le délégué de l'UNSP FO (ingénieurs, techniciens et administratifs du ministère de l'Industrie). «Nous devons nous opposer à la MAP, à l'acte III de la décentralisation, exiger l'arrêt des suppressions de postes, le rattrapage du pouvoir d'achat, défendre le statut, sinon demain on nous demandera de choisir à quelle date il nous faudra enlever la plaque de tel ou tel ministère, de choisir entre la peste et le choléra. Ce n'est pas la place de FO», a déclaré Hubert Raguin, Secrétaire général de la Fédération de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation professionnelle. «Il est temps de passer à l'action, sinon nous allons passer à la casserole, comme les

La part des non-titulaires en hausse constante

Signe que la précarité gagne aussi la fonction publique, la part des non-titulaires y est en hausse constante. De source officielle, les agents contractuels représentaient 15,8% des agents de la fonction publique en 2010 contre 13,4% en 2008. Les délégués au congrès FGF ont rappelé leur combat contre «l'avènement d'une "deuxième fonction publique" fondée sur le contrat, dont le mode de recrutement et de gestion est contraire aux principes et aux règles de fonctionnement d'une fonction publique de carrière, laïque et républicaine». Les agents contractuels ne bénéficient d'aucune garantie de l'emploi, ni d'aucune des garanties que confère le statut des fonctionnaires pour exercer leur mission en toute indépendance et neutralité. «Pour ces agents la meilleure réponse reste la titularisation», ont souligné les délégués qui revendiquent «le droit d'option pour tous les agents non titulaires et la prise en compte de la totalité des services de non-titulaires exercés dans la fonction publique pour leur reclassement au moment de leur titularisation».

affiche

dossier

interview

reportage

CON GÉNÉRALE DES FONCTIONNAIRES

nt est venu»



fonctionnaires espagnols, grecs, portugais», a souligné Jean Hédou, Secrétaire général de la Fédération FO de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services. Le compte rendu de la grève des instituteurs parisiens, qui avait coïncidé avec le premier jour du congrès, était particulièrement attendu par les congressistes.

Défense du statut général, arrêt des suppressions de postes, augmentation des rémunérations, défense de la grille unique et du Code des pensions civiles et militaires, contre la MAP et l'acte III de la décentralisation... Le congrès a mandaté la FGF FO «pour s'adresser à toutes les fédérations de fonctionnaires pour une expression commune». Considérant que «le moment est venu pour que la Confédération prenne toutes les initiatives pour bloquer la politique d'austérité et ses conséquences», les délégués ont conclu: «Bloquer le pays pour bloquer l'austérité: le congrès appelle tous ses syndicats et

sections départementales à se tenir prêts à répondre à tout appel à la mobilisation interprofessionnelle et à réunir les adhérents pour discuter de la situation.» Aucun doute, pour les fonctionnaires FO l'heure est à l'action.

Évelyne Salamero
es@force-ouvriere-hebdo.fr

*État, territoriale, hospitalière.

** Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la répression des fraudes.

CHRISTIAN GROLIER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FGF FO

«L'austérité ne concerne pas que la fonction publique»



FO Hebdo: Après avoir entendu les témoignages des délégués, on serait presque tenté d'en conclure que la fonction publique est aujourd'hui littéralement en voie de disparition. Est-ce exagéré?

Christian Grolier: Pas de manière égale dans toute la fonction publique, mais on peut avoir de sérieuses inquiétudes pour la fonction publique d'État. Après cinq ans de restructurations, il y a eu beaucoup d'espoir quand le nouveau gouvernement a annoncé l'arrêt de la RGPP. La grande surprise, ou plutôt la grande déception, a été de constater que rien n'a changé, à part les appellations. Avec la MAP, le gouvernement actuel applique la même politique d'austérité et de rigueur imposée par l'Europe, qui fait que nous n'avons plus les effectifs pour assurer les missions. En plus, il nous rajoute l'acte III de la décentralisation qui fait voler en éclats l'égalité des droits des citoyens, l'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis du pouvoir politique et qui va entraîner de nouvelles

fusions et mutualisations de services. Au final, c'est pire qu'avant!

FO Hebdo: Il a aussi été beaucoup question de dialogue social dans les débats. Comment la FGF FO se positionne-t-elle sur cette question?

Christian Grolier: Contrairement à son prédécesseur, l'actuelle ministre de la Fonction publique, Mme Lebranchu, écoute. Mais elle n'entend pas. Il y a une multiplication de réunions et de rencontres pour finalement... n'aboutir à rien! C'est une stratégie de ce gouvernement. Nous en sommes à nous demander si nous allons continuer à participer à toutes ces réunions.

FO Hebdo: Comment la FGF compte-t-elle agir face à tout cela?

Christian Grolier: La lutte contre la politique d'austérité ne concerne pas que la fonction publique. C'est pourquoi nous pensons qu'une action interprofessionnelle est ce qu'il y a de plus adapté. Mais nous n'excluons pas de mener une action fonction publique, si possible sur les trois versants (État, territoriale, hospitalière) et même en intersyndicale. Nous espérons qu'on arrivera à faire la même chose dans la fonction publique que ce qui s'est fait dans le privé contre l'ANI. Il faut, c'est une condition *sine qua non*, que nos camarades, en particulier de la CGT, de la fonction publique ne restent pas sur un syndicalisme rassemblé qui tire vers le bas l'essentiel des revendications. Et il nous tient vraiment à cœur de prendre le temps de construire le rapport de forces. L'idéal serait de pouvoir mobiliser entre mi-mai et mi-juin, puisque les arbitrages de la loi de finances 2014 sont en train de tomber.

Déjà un million de fonctionnaires payés au SMIC

«Les fonctionnaires ne sont pas des nantis, mais plutôt des postulants au statut de travailleurs pauvres!», s'est écriée Gisèle Amouroux, de la section FGF de l'Hérault, à la tribune du congrès. Un million de fonctionnaires, soit un sur cinq, ne gagnent déjà plus que l'équivalent d'un SMIC.

La dégringolade est loin de concerner exclusivement les fonctionnaires au plus bas niveau de la grille (catégorie C). Alors qu'il y a trente ans, un cadre (catégorie A et catégorie B) commençait sa carrière à 75% au-dessus du SMIC, il ne gagne aujourd'hui que 12% à 15% de plus. Christian Grolier n'a pas hésité lui non plus à parler de «paupérisation» des fonctionnaires.

Depuis quatre ans le point d'indice est gelé et l'arrivée du nouveau gouvernement n'a, là non plus, entraîné aucun changement, ont constaté les congressistes. Le seul moyen de faire avancer les choses est donc de «faire sauter le verrou de l'austérité», ont-ils conclu, décidant à l'unanimité de mettre en avant leurs revendications: 5% d'augmentation immédiate du point d'indice et une revalorisation générale de la grille avec 44 points d'indice supplémentaires pour tous, comme «premiers pas vers le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis 2000». Cette augmentation représenterait environ un milliard d'euros au total. «Qu'est-ce que c'est par rapport aux 20 milliards de crédits d'impôts offerts aux entreprises dans le cadre du pacte de compétitivité?», s'est exclamé Yves Raichl du Rhône.

FO REVENDIQUE UNE NÉGOCIATION GLOBALE DE LA GRILLE

Pour les fonctionnaires FO, rien ne doit servir de prétexte à une déconstruction de l'architecture actuelle de la fonction publique d'État. D'où leur refus de négociations séparées, catégorie par catégorie, et leur insistance à revendiquer «le maintien de la valeur unique du point d'indice pour toute la fonction publique dans le cadre de la grille unique».

L'ensemble des revendications FO s'oppose totalement à la logique des accords de Bercy de 2008 sur la «rénovation du dialogue social», signés par la CFDT, la CGT, l'UNSA, la CGC, Solidaires et SUD, ont rappelé plusieurs intervenants. Ces accords ont permis de renvoyer toutes les discussions au niveau des services, instauré l'individualisation des rémunérations avec la création de la prime de fonctionnement et de résultat (PFR), et abouti à la création d'un «nouvel espace statutaire» pour la catégorie B qui a allongé le temps nécessaire pour passer d'un échelon à un autre, ce qui compromet le déroulement de carrière des fonctionnaires.

Enfin, en instaurant une discussion annuelle obligatoire, ils ont donné le la à un dialogue social particulièrement en vogue aujourd'hui. «Discussion n'est pas négociation. Les accords de Bercy sont l'alibi parfait du gouvernement. Il consulte les organisations syndicales, donc il peut dire qu'il a respecté les accords mais il n'a rien à négocier», dénonce la FGF FO, qui se félicite «plus que jamais» de ne pas avoir signé les accords de Bercy.